

5 novembre 2013 – Moins d'impôts, plus de subventions : la recette de la galette bretonne...

L'actualité donne l'occasion de vérifier « grandeur nature » ce qu'avance la théorie des trois contextes de l'échange sur laquelle je travaille depuis quelques années.

Les bonnets rouges bretons arrivent à allier les contradictions sans l'ombre d'une gêne, conformément à ce que permet la rupture entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent par la mise en place d'une structure étatique sensée répartir les biens pour plus d'égalité. Ce que j'appelle un échange sous la suprématie du « dû ». L'absence de négociation directe entre vendeur et acheteur comme dans une relation de marché commercial, ou de connaissance directe des partenaires comme dans le don, permet en effet d'anonymiser alors les parties qui, ainsi, peuvent toujours trouver que l'Etat leur en demande trop ET ne leur en donne pas assez. D'ordinaire, les deux démarches sont au moins disjointes dans le temps et l'espace.

Là, les bretons ont réussi ce tour de force d'en même temps réclamer moins de taxes, moins d'impôts, et davantage d'aides étatiques !

Prévenus depuis dix ans de l'arrêt des subventions européennes pour l'exportation de volailles, les dirigeants qui en ont bénéficié et qui ont oublié d'anticiper (mais tant que ça dure, pourquoi réformer ?) se mettent hypocritement du côté de leurs salariés pour réclamer l'aide d'un Etat qu'ils prient de ne pas se mêler de leurs affaires et de ne surtout pas toucher à leurs profits, selon le sacro-saint principe ultralibéral : « privatiser les gains, nationaliser les pertes ».

Les bretons, si prompts à s'élever contre les pétroliers pollueurs étrangers à la région, ne sont pas apparemment aussi écologistes quand il s'agit de leur propre (si je puis dire) pollution à coup d'élevage intensif de porcs. Voilà combien d'années qu'algues vertes et pollutions des nappes phréatiques par les nitrates (dénoncées depuis 1991 !) nous attirent les foudres de Bruxelles pour non respect de l'environnement ? Les aides de l'Europe sont réclamées comme un dû, mais les contraintes sont refusées au nom de la liberté régionaliste !...

Tout cela au moins nous prouve l'impasse à laquelle mène la logique unique du tout-état comme instance de justice redistributrice. Mais je n'entends aucun homme politique oser confronter cette colère à ses contradictions, colère si facilement destructrice sous le coup de sentiments que « tout le monde comprend », si difficilement courageuse pour envisager les dialogues nécessaires entre intérêts contradictoires. Mais le dialogue prend du temps, et en cette époque de court-termisme dominant, quoi de mieux que la violence qui soulage à défaut de résoudre ? Surtout quand on ne veut pas voir que les solutions sont inévitablement quelque peu douloureuses.